INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 18 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions ont terminé la semaine sur une note positive. L'indice CAC 40 a progressé de 1,04% à 6 644,46 points, portant ses gains sur la semaine à 0,75%. L'EuroStoxx50 s'est adjugé 1,18% à 3 924,25 points. De l'autre côté de l'Atlantique, à Wall Street, la hausse est également de mise. Vers 17h45, le Dow Jones gagne 0,57% tandis que le Nasdaq Composte s'effrite de 0,09%.
* Les Bourses européennes et américaines se sont clairement redressées ce vendredi après avoir souffert en cours de semaine de l'apparition de nouvelles tensions géopolitiques. Wall Street, après deux séances d'affilée dans le rouge, est reparti à la hausse dans le sillage de résultats d'entreprises favorables (Gap, Applied Materials…). La tendance reste fragile devant les craintes de récession et les avertissements des banques centrales sur la remontée des taux d'intérêt.
* Outre-Atlantique d'ailleurs, le Président de la Fed à Saint-Louis, Jim Bullard n'a pas masqué son pessimisme à ce sujet, jeudi. Il a attesté lors d'une conférence à Louisville (Kentucky), que la remontée significative des taux opérée cette année par la Fed " ne semble avoir eu que des effets limités sur l'inflation observée ".
* Même son de cloche en zone euro. Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) a déclaré vendredi que l'institution monétaire de Francfort poursuivrait aussi le relèvement de ses taux d'intérêt et devrait restreindre l'activité économique pour calmer l'inflation.
* La seule statistique économique du jour a été publiée aux Etats-Unis. Les reventes de logements ont subi en octobre leur neuvième mois consécutif de baisse, à 5,9% et à un rythme annualisé de 4,43 millions d'unités vendues.
* Le cours du baril de WTI recule de plus de 3% à 79 dollars le baril, repassant sous les 80 dollars pour la première fois depuis septembre. La Chine aurait demandé à l'Arabie saoudite d'expédier moins de pétrole brut en décembre, affirme le site spécialisé oilprice.com. Le cours du baril de WTI affiche désormais une baisse de plus de 10% sur la semaine. En début de semaine, l’Opep a de nouveau réduit ses estimations pour la demande de pétrole en 2022 et 2023.

La demande mondiale est désormais estimée à 2,55 millions de barils de pétrole par jour en 2022, soit 100 000 barils de moins que précédemment. Elle devrait tomber à 2,24 millions de barils de pétrole par jour en 2023, soit 100 000 barils de moins que pour sa précédente prévision.

Le cartel pétrolier a évoqué la politique zéro Covid de la Chine, des incertitudes politiques persistantes et le ralentissement économique.

* La devise européenne a atteint 1,0482 dollar mercredi, son niveau le plus élevé depuis 4 mois et demi. Après les prix à la consommation en octobre aux Etats-Unis, les prix à la production pour le même mois ont surpris favorablement. Ils ont augmenté de 0,2% par rapport à septembre, ressortant sous le consensus d’une augmentation de 0,5%. Ces données ont conforté la perspective d'un ralentissement du rythme de hausse des taux de la Fed.
* Les banques de la zone euro devront rembourser prochainement à la Banque centrale européenne 296 milliards d’euros de liquidités empruntées via des opérations ciblées de refinancement à plus long terme (TLTRO), a indiqué l’institution financière. Les analystes interrogés par Bloomberg anticipaient 600 milliards d’euros de remboursement, selon la prévision médiane. La fourchette d’estimation était cependant très large, s’étalant de 200 milliards d’euros à 1 500 milliards d’euros.

Le total des liquidités obtenues par les banques dans le cadre des LTRO entre 2019 et 2021 et non encore remboursées s'élève désormais à 1 817 milliards d'euros. Une autre opération de remboursement est prévue en décembre.

La BCE avait annoncé fin octobre que les conditions de ses LTRO seraient désormais plus onéreuses.

" Ces importants remboursements anticipés réduisent le bilan de l'Eurosystème et contribuent ainsi à la normalisation globale de la politique monétaire, qui est nécessaire pour ramener l'inflation vers l'objectif à moyen terme " a tweeté, Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Teleperformance a occupé la tête du CAC 40 aussi bien aujourd'hui que sur la semaine, gagnant respectivement 3,65% et 18%. Avec un gain de près de 4%, Thales a aussi enregistré l'une des plus fortes hausses de la semaine grâce aux tensions géopolitiques.
* En repli mercredi et jeudi, l'action Teleperformance a progressé de 3,65% à 224,50 euros à la Bourse de Paris. Hier, en fin de journée, la direction du gestionnaire de centres d'appels pour les entreprises annonçait sa décision de se retirer du segment le plus offensant de son activité de modération de contenu (Trust and Safety), au coeur de " l'affaire colombienne ". " Avant que cette dernière éclate, le titre avait clôturé à 266,20 euros, le mercredi 9 novembre.

"Après avoir consulté au cours des derniers jours l'avis d'une grande majorité de ses actionnaires et de la communauté financière concernant la perception de son activité de modération de contenu (Trust and Safety), Teleperformance annonce avoir décidé de se retirer du segment le plus offensant de cette ligne de service", indiquait la société dans un communiqué.

"L'effet de cette décision est difficile à quantifier et modéliser à date ",souligne l'analyste Midcap, rappelant au passage que le rendez-vous avec le Ministère du Travail colombien a dû être reporté au 29 novembre même si les discussions avec les syndicats ont été entamées.

* Scor a gagné 1,45% à 17,89 euros, une performance paradoxale car le réassureur a vu sa note de crédit par Standard & Poor's passer de 'AA-' à 'A+'. L’agence de notation a motivé sa décision par les résultats décevants du groupe au cours des 5 dernières années, y compris ceux des premiers 9 mois de 2022. La perspective du réassureur est stable, S&P jugeant " que les actions du management sont de nature à restaurer la rentabilité technique et globale du groupe en 2023, tout en maintenant ses positions sur les marchés de réassurance vie et de dommages et responsabilités ".

Réagissant à cette dégradation, Scor a souligné qu'il " poursuivait activement toute une série de mesures fortes pour redresser sa rentabilité technique ". La semaine dernière, le réassureur avait annoncé un plan d'actions à horizon un an, permettant un retour à la rentabilité et la réduction de la volatilité après avoir dévoilé une perte nette 9 mois de 509 millions d'euros.

" L'environnement de l'année qui s'ouvre est favorable : durcissement du marché de la réassurance de dommages et de responsabilité, hausse des taux d'intérêt et amélioration de la situation en matière de pandémie ", a souligné le réassureur.

Scor a ajouté qu'il prépare activement les renouvellements de janvier 2023, placés entièrement sous le signe de la rentabilité technique.

* Quatre mois après l’annonce de son projet d’acquisition de CS Group, Sopra Steria a dévoilé une nouvelle opération de fusions & acquisitions qui lui permettra de doubler sa part de marché en Belgique. En Bourse, l’action du groupe informatique a gagné 2,55% à 144,90 euros. Sopra Steria a signé une convention de cession d’actions en vue d’acquérir Assua NV, et ses filiales opérationnelles Tobania NV et Python Predictions BV.

Société de conseil et de services du numérique forte de 650 collaborateurs, Tobania prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 110 millions d'euros en 2022. La totalité de ce chiffre d'affaires est réalisé en Belgique : 45 % dans le secteur des services financiers et de l'assurance, 15 % dans le secteur public et 18 % dans les télécommunications & media.

En supposant une rentabilité et un prix payé en ligne avec ceux de Sopra, l'opération devrait coûter moins de 70 millions d'euros ", explique Invest Securities. L'analyste ajoute que le groupe français devrait conserver une structure financière solide.

" Ce rapprochement, très complémentaire, permettra d'étendre la couverture du marché belge (zones francophone et néerlandophone), de doubler la part de marché afin de figurer parmi les principaux acteurs du marché (chiffre d'affaires combiné de plus de 200 millions d'euros) et de bénéficier de synergies commerciales et opérationnelles " a expliqué le groupe technologique français.

L'acquisition est soumise à l'approbation de l'Autorité belge de la concurrence et devrait se finaliser au premier trimestre 2023.

* Moody's Investors Service a relevé la perspective de la note de crédit de Renault (Ba2) de négative à stable. Cette décision de l’agence de notation « reflète l'amélioration de la rentabilité de Renault au premier semestre 2022, et l'attente de nouvelles améliorations grâce à l'exécution du plan stratégique Renaulution.

" La confirmation de la note Ba2 repose sur l'anticipation que les paramètres de crédit de Renault s'amélioreront pour atteindre les niveaux confortables requis pour la catégorie de notation actuelle en 2023, en dépit d'un environnement macroéconomique de plus en plus difficile et des risques d'exécution liés au nouveau plan stratégique ", précise Moody's.

* Fnac-Darty s'est adjugé 0,71% à 33,92 euros. Le groupe a fait savoir qu'il étudiait toutes les voies de recours possibles pour contester la décision rendue par la High Court de Londres, dans le cadre du contentieux lié à la cession de Comet Group Limited, un exploitant de magasins de produits électroniques au Royaume-Uni.

Le tribunal londonien a condamné Darty Holdings SAS, filiale du groupe Fnac Darty, à rembourser un montant d'environ 89,6 millions de livres sterling (102,4 millions d'euros), dans le cadre de la vente de Comet Group par le groupe Kesa en 2012.

"Le paiement de la totalité de cette somme devrait intervenir d'ici la fin de cette année", a précisé Fnac Darty dans un communiqué. "Ce montant n'impactera ni le résultat courant, ni le cash-flow libre du groupe, mais impactera le résultat des activités abandonnées", a indiqué Fnac Darty, assurant disposer d'un niveau de liquidités "suffisant" pour honorer ce paiement.

**ANALYSE**

« Nous prévoyons de relever encore les taux, et le seul retrait des mesures accommodantes pourrait ne pas suffire. » Le ton a été donné par Christine Lagarde ce vendredi. La présidente de la Banque centrale européenne s'exprimait devant un parterre de banquiers européens réunis à Francfort. Alors que de l'autre côté de l'Atlantique, le ralentissement surprise de l'inflation pourrait pousser la Réserve fédérale à modérer son resserrement monétaire, la BCE reste déterminée à poursuivre une ligne dure.

La Française a reconnu que la hausse des taux directeurs, plus 200 points de base depuis juillet, était la plus forte de l'histoire de la banque centrale. Et qu'une récession en zone euro était de plus en plus probable. « L'expérience historique suggère qu'une récession a peu de chances de faire baisser l'inflation de manière significative, du moins à court terme », a répété Christine Lagarde, avant de présenter l'ensemble de l'arsenal que la BCE est prête à déployer.

En premier lieu, donc, la poursuite des tours de vis pour réduire la demande et freiner la hausse des prix. « En fin de compte, nous relèverons les taux à des niveaux qui ramèneront l'inflation vers notre objectif à moyen terme », a martelé Christine Lagarde. Une orientation soutenue par Klaas Knot, président de la Banque centrale néerlandaise. Dans une métaphore footballistique bien dans l'actualité, il a estimé que la BCE n'en était qu'à la fin de la première mi-temps. Mais après deux hausses successives de 75 points de base, les marchés s'attendent à une légère baisse du rythme et tablent sur un relèvement de 50 points de base en décembre.

Deuxième action évoquée par la présidente de l'institution de Francfort, la modification des coûts de financement des banques. Le 27 octobre, la banque centrale a décidé de durcir les conditions financières des prêts de long terme (TLTRO) qu'elle avait accordés aux établissements bancaires européens pendant la crise. Sous certaines conditions, ils affichaient des taux négatifs, et les banques pouvaient gagner de l'argent en empruntant auprès de la BCE. Le but était alors de faire baisser le coût du crédit à l'économie réelle.

Désormais, c'est l'objectif inverse qui est poursuivi par la BCE. Elle a donc rendu plus coûteux ces prêts, afin d'inciter les banques à les rembourser par anticipation. La première fenêtre de remboursement avait été ouverte ce mercredi. Mais seuls 293 milliards d'euros - sur les 2.100 milliards d'encours des TLTRO - ont été apportés au guichet de la BCE. Un chiffre en dessous des estimations des analystes, qui tablaient plutôt sur un chiffre entre 400 et 600 milliards.

« Cela montre peut-être que les banques ont besoin de plus de temps et qu'elles pourront utiliser les prochaines fenêtres pour effectuer des remboursements plus significatifs », envisage Frederik Ducrozet chez Pictet, qui estime que le montant rendu pourrait atteindre 900 milliards d'euros en décembre. Quoi qu'il en soit, ces quelque 30 milliards d'euros sont venus alléger un bilan de la BCE qui dépasse encore les 9.000 milliards d'euros. « On peut calculer que ces remboursements vont diminuer, le 23 décembre, le total du bilan de l'Eurosystème de 3,4 %. C'est donc un début implicite de resserrement quantitatif (QT) », souligne Eric Dor, directeur des études économiques de l'IESEG.

Un premier pas avant le véritable QT, qui verra la Banque centrale arrêter de réinvestir progressivement les montant issus des « tombées » remboursements des obligations de son portefeuille. « En décembre, nous présenterons les grands principes de la réduction de nos avoirs obligataires » a confirmé Christine Lagarde. Un exercice toutes fois délicat, qui devra être mené avec beaucoup de précautions.

**L’AGENDA DU 21 novembre 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Indice des prix à la production en octobre